

C'est là un facteur, et qui compte. Si je soulève la question aujourd'hui, c'est que la difficulté qu'on éprouve à attirer la clientèle tient au bas niveau de la baie Georgienne et du lac Huron. Ce groupe particulier est, je ne sais pourquoi le plus durement frappé de tous. Si je comprends bien, c'est en raison de leur emplacement, des vents dominants et ainsi de suite; ces gens ont été durement atteints.

Il est impossible d'obtenir pour eux de l'aide d'un seul ministère. Le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales déclare: «Nous ne pouvons pas faire grand-chose à ce sujet. Nous allons tenter de ramener les niveaux d'eau à ce qu'ils étaient, mais ce problème ne nous concerne pas». Le ministère des Travaux publics dit: «Nous allons tenir ouverts les entrées principales des voies de navigation et l'accès aux ports principaux, mais c'est tout ce que nous pouvons faire.» Le ministère des Transports répond: «Nous nous occupons uniquement des voies importantes de navigation et non des voies secondaires.» Ainsi, ces gens ne peuvent s'adresser à aucun endroit précis pour demander de l'aide. Je dois dire qu'ils seront encouragés à venir présenter un mémoire au comité spécial des mines, forêts et cours d'eau, comité qui doit être établi incessamment.

Si je soulève cette question présentement, c'est qu'il s'agit d'un groupe auquel le gouvernement devrait songer à accorder une aide spéciale. Ces gens ne demandent pas qu'on compense les pertes qu'ils ont subies; ils demandent qu'on les aide à rétablir les conditions dont ils ne jouissent plus. On peut en imputer la cause soit à la nature, soit au gouvernement, soit à quelqu'un d'autre. Peu importe que cela découle de causes naturelles, de la voie maritime du Saint-Laurent ou de tous les autres facteurs qu'on a mentionnés jusqu'ici. Il en coûterait relativement très peu pour aider ces gens et j'espère que le ministre s'intéressera à leur sort. C'est une affaire dont doit s'occuper le gouvernement et non un seul parti. Il y a divers autres groupes qui ont été touchés cette année, surtout par les intempéries et aussi par d'autres facteurs dont il a été question publiquement.

Si possible, j'aimerais que le ministre ou ses fonctionnaires me disent ce qui a causé ce revirement de la balance des paiements à l'égard des dépenses de voyage et ce que le gouvernement entend faire pour redresser cette situation. Il y a deux problèmes en cause. L'un concerne l'argent qui joue toujours un rôle important dans la balance des paiements. Le deuxième a trait à l'industrie

[M. Aiken.]

touristique qui, chacun le sait, occupe le troisième rang parmi les industries canadiennes qui nous permettent d'obtenir des devises étrangères. Je crois que nous devons chercher quelle est la raison de ce changement. Il se peut qu'il y ait trop de Canadiens qui voyagent à l'étranger. Si tel est le cas, je propose que le gouvernement lance une campagne pour encourager le tourisme au Canada et c'est l'une des recommandations qui peuvent être faites.

Après avoir étudié ce problème très attentivement depuis un certain nombre d'années, j'ai cru jusqu'en automne dernier, que nous accomplissions des progrès dans le domaine du tourisme et que nous prenions des mesures avantageuses pour notre économie nationale. Nous étions en train de combler ce terrible déficit qui nous menace depuis nombre d'années, mais lorsque les chiffres pour 1964 ont commencé à nous parvenir, ils révélèrent ce changement prononcé et désastreux. Cela ne signifie pas que notre industrie touristiqueériclite, car le nombre de touristes canadiens à l'étranger a augmenté de façon très satisfaisante. Mais malheureusement par ailleurs, les dépenses effectuées à l'étranger ont augmenté et je crois qu'un programme intensif sur la question s'impose et j'espère que le ministre et ses fonctionnaires trouveront une solution.

M. Gundlock: Monsieur le président, j'aimerais poser une question au ministre au sujet des prix du blé. J'aimerais qu'il nous fasse connaître les prix hebdomadaires du blé, notamment pendant la campagne agricole de 1963-1964, et aussi les dates des principales ventes, y compris les ventes à la Russie, à la Grande-Bretagne et à la Chine.

L'hon. M. Dinsdale: Monsieur le président, avant que le ministre réponde, je voudrais seulement relever certaines observations de mon collègue, le député de Parry-Sound-Muskoka. Il est le premier, je pense, à souligner l'importance du tourisme dans le commerce canadien, et je ne voudrais pas qu'on néglige cet important aspect de l'économie nationale.

Tout le monde sait, bien sûr, que le tourisme représente, à lui seul, l'article le plus important dans notre commerce international et que c'est seulement ces dernières années que le gouvernement canadien s'est pleinement rendu compte de ses grandes répercussions sur notre situation commerciale. En fait, depuis de nombreuses années, ce facteur économique a été terriblement négligé et l'Office de tourisme du gouvernement canadien, établi dans les années 30, était le parent